

ECONOMIE

Eau secours

Gestion de l'eau: une piste, une polémique



Par Emmanuelle Ducros

05 août 2022 à 6h00

L'agriculture française est sommée de s'adapter au dérèglement climatique et aux sécheresses estivales. Problème : les solutions potentielles déchaînent les oppositions



Irrigation de champs dans la Sarthe

SIPA Press

Les faits -

Une cellule de crise interministérielle sur la sécheresse se réunira vendredi, a annoncé Matignon. Les 96 départements de France métropolitaine sont désormais concernés par le phénomène. Dans les 46 départements en niveau de « crise » (rouge), seuls les prélèvements prioritaires sont autorisés, comme ceux pour l'eau potable, la salubrité, la santé et la sécurité. Dans les 38 départements en niveau d'« alerte renforcée » (orange), les pompages

pour l'agriculture sont réduits d'au moins 50 %. Les autres départements sont placés en « vigilance » ou « alerte ».

On ne fait pas pousser de nourriture sans eau. Evidence nourricière, oubliée en France, pays abondamment arrosé, déconnecté de sa ruralité, qui croit souvent que la magie remplit les assiettes. Or, la sécheresse qui sévit met le pays devant un constat : s'il veut continuer à assurer son alimentation, il doit revoir ses usages de l'eau agricole. Premier malentendu entre la France agricole et ses détracteurs. [Quand les premiers entendent par là « gérer, prévoir », les seconds pensent « couper le robinet ».](#)

De la retenue collinaire de Sivens (Tarn), qui avait provoqué une Zad – et la mort d'un homme – aux bassines des Deux-Sèvres, décriées par des activistes, chaque projet de gestion de l'eau se heurte à des oppositions frontales, obtuses, sur fonds de décroissance et de déification de la nature. Il y a quelque chose de désespérant à entendre cette injonction contradictoire faite à l'agriculture : « adapte-toi à l'inédit, mais avec les recettes d'autrefois ».

« Impossible. Ces adaptations sont complexes, explique Luc Servant, vice-président des Chambres d'agriculture de France, en charge de l'environnement et de l'eau. D'autant que le climat va plus vite que nous. Mais il faut les envisager comme un ensemble de solution. Il n'y a pas de remède miracle, unique. »

Il y a des pistes agronomiques, le moindre travail du sol, l'implantation de couverts végétaux ; le développement de fourrages plus adaptés au sec, des graminées du sud, des fétuques, remplaçant le ray-grass anglais. Il faut désormais penser les stocks pour le bétail sur deux ans, de façon à garder de l'eau... sous forme sèche. « Le maïs, insatiable en été, alors que c'est la céréale la plus économe en eau sur son cycle de vie, cache la forêt. Comme s'il suffisait d'arrêter d'en produire. Or, ce sont toutes les cultures alimentaires, y compris celles destinées aux humains, les céréales d'hiver aussi, qui souffrent », pointe Luc Servant.

Nouvelles technologies. Une des solutions consiste à favoriser des plantes résistantes au stress hydrique. Les nouvelles technologies d'édition du génome (dites NBT, comme [Crispr-Cas9](#)) ouvrent des perspectives. Du soja résistant à la sécheresse a été développé par l'Université du Minnesota. A l'université du Costa Rica, c'est un riz. A celle du Caire, un blé sobre ; au Nigeria, des bananiers résistants au manque d'eau.

Un laboratoire public japonais développe même un riz résistant aux inondations – autre face du problème. « Tous ces projets ne nécessitent que des arrangements mineurs du génome, indécélables, [explique Catherine](#)

Régnault-Roger, spécialiste de la génomique des plantes, auteur de [Enjeux Biotechnologiques, des OGM à l'édition du génome](#) (Eyrolles). La Commission européenne a terminé le 22 juillet une consultation pour ouvrir la voie à la recherche en Europe, qui est pour l'heure paralysée par une directive sur les OGM de 2001. Il faut avancer, sans quoi l'Europe ratera son adaptation au changement climatique .» Les ONG comme Greenpeace hurlent déjà aux « OGM cachés ».

Des plantes peu gourmandes en eau, c'est une chose. « Mais cela ne suffira pas, explique le spécialiste de l'eau **Guillaume Benoît**. On ne fera pas l'économie de l'irrigation. » La France irrigue 5% de sa surface agricole utile. L'Italie 30%, l'Allemagne 13%. « Nous sommes bons derniers dans les pays qui irriguent en Europe, souligne Eric Frétilières, président d'Irrigants de France. Avec 1,7 % de la ressource en eau mobilisée, la France est très loin d'être un pays d'irrigation à outrance. » En dépit des menaces sur les volumes de nourriture, la production des vergers, l'idée de l'irrigation fait se lever les boucliers. Comme si produire la nourriture était un gâchis.

« Et pourtant, on a des solutions, comme l'utilisation des eaux en sortie de stations d'épuration, qui repartent dans le milieu alors qu'elles pourraient être utilisées comme dans d'autres pays européens », affirme Luc Servant. C'est encore inflammable : cela a un coût, dont les opposants se servent pour expliquer que c'est tout le modèle productiviste qu'il faut mettre à bas. Sans jamais détailler comment un modèle vivrier se satisferait, lui, du manque d'eau.

Aucun progrès technologique n'est reconnu. Et pourtant... « En dix ans, nous avons gagné 30% d'efficience dans l'usage de l'eau, explique Eric Frétilières. Nous avons développé l'aspersion. Cela a considérablement limité les pertes. Puis la micro-irrigation, puis le goutte-à-goutte. Nous sommes très avancés dans le travail. » La gestion des parcelles connectées pourrait encore perfectionner la précision. Rien n'y fait. Pour les opposants à l'irrigation, cela revient toujours à jeter l'eau par les fenêtres. [Comme si elle était volée et sortait de son cycle naturel.](#)

Saccages. Enfin, reste le stockage. A chaque projet, [des déferlantes de manifestations, des saccages.](#) « Stocker l'eau quand elle abonde, alors qu'une grande partie de ce qui tombe sur la France en pluie ruisselle quand les nappes sont pleines n'enlève rien à personne », note Eric Frétilières. Mais là encore, les tenants d'une décroissance agricole crient au scandale. Artificialisation des sols, évaporation de l'eau stockée, destructions de milieux fragiles : un festival de mauvaise foi qui refuse le cas par cas, les avantages apportés à la biodiversité, et le caractère local des productions permises, comme dans les Deux-Sèvres. Les bassines sont dites « méga », même si elles sont très petites [au regard de ce qui se fait ailleurs dans le](#)

[monde](#). Elles ne sont pas, paradoxalement, considérées par les opposants comme des adaptations, mais comme une fuite en avant.

« La création d'autant de bassines de cette dimension est une aberration. Le modèle agricole doit s'adapter au changement climatique car l'inverse est impossible. Les agriculteurs ont été conduits dans une impasse par des décisions et encouragements (notamment bancaires) contre-nature il y a cinquante ans et plus », réagit par exemple Yves Vérilhac de la LPO (Ligue pour la protection des oiseaux), face à ces projets. Il explique que le vrai stockage de l'eau, ce sont les nappes phréatiques. Mais là encore, le pompage pose problème aux opposants au modèle agricole. Un débat sans solution.

Heureusement, veut croire Eric Frétilières, [le Varenne de l'eau, impulsé par l'ancien ministre de l'Agriculture Julien Denormandie](#), a libéré la parole, et, peut-être, la capacité à discuter des projets. « On a enfin pris en compte le fait que la gestion de l'eau n'est pas seulement une affaire environnementale, mais une affaire de souveraineté alimentaire, qu'elle doit être traitée de façon transversale. » La nomination d'un délégué interministériel à l'eau, Frédéric Veau, lui semble une excellente nouvelle.

--